

par un juge éminent, nous aideraient à y réussir sans donner dans la sentimentalité parfois inhérente au désir de créer l'impression que l'ami vrai c'est Pierre et non Paul. Conséquemment on a tâché de procéder de telle façon que le Gouvernement soit renseigné sur les difficultés provenant de l'administration de la loi afin d'y remédier et de manière à satisfaire le plus possible les intéressés tout en provoquant le moins de mésintelligence possible.

Puis il y a le chômage et les allusions du très honorable député et d'autres autrement situés que moi. Le rôle même de mon très honorable ami est de trouver à redire et de critiquer,—l'opposition étant jugée dans une large mesure par ses dispositions à la critique, parfois juste, parfois injuste. Dans ce cas-ci, cependant, quant au chômage et aux promesses que le très honorable député m'a attribuées personnellement ou qu'il impute au parti que j'ai l'honneur de diriger, je n'ai que ceci à dire : Le temps a surabondamment prouvé que ce qui, à ce moment-là, semblait de nature locale était un malaise mondial. Je dis malaise mondial parce que les journaux mêmes dont on a cité des extraits cet après-midi ont dit en plus d'une occasion que le caractère universel de la crise qui a déséquilibré le monde déliait le chef du Gouvernement actuel de ces promesses au moins. Chaque jour, il est vrai, m'apporte des preuves évidentes de l'ignorance de la portée générale du cataclysme. Rien ne frappe autant que cette persistance, dans l'aigreur des discussions de parti, à restreindre la crise au Canada. De temps à autre on entendra nos honorables amis de la gauche faire une allusion à la situation mondiale. Prétendre que la situation au Canada est pire, que tout ne va pas bien au pays, comme ne cesse de le répéter le premier d'entre les premiers; représenter toute chose sous les couleurs les plus sombres possibles; entendre le très honorable député, comme nous l'avons entendu cet après-midi, durant tous près d'une demi-heure, énumérer les malheurs de la situation actuelle et déprécier les efforts du Gouvernement pour maintenir le moral du peuple canadien, est indigne d'une grande opposition ou d'un grand parti.

En outre, tout ce qu'affirmaient les discours du trône antérieurs ou les discours publics était justifié par la situation du moment. J'ai dit l'année dernière, ici même,—un adversaire plus généreux l'eût admis et m'en eût fait crédit,—que l'abandon de l'étalon-or par l'Angleterre avait porté au Canada le plus rude coup qu'il eût jamais reçu et dont on ait jamais pu mesurer les conséquences. Tous ceux qui réfléchissent savaient cela, et sir Arthur Salter a dit que tout le travail était à recommencer. Il indiqua jusqu'à quel point les conditions s'amélioreraient, dans quelle me-

sure elles avaient changé. Il mit en relief le progrès graduel et général que l'on constatait partout et ajouta qu'il allait sans cesse en augmentant. Mais lorsque ce produit ce grand événement et lorsque la Grande-Bretagne cessa de reconnaître l'étalon-or, notre pays, de même que les autres pays placés dans la même situation, en ont éprouvé une perte que nous n'avons pu réussir à déterminer en dollars. Tout ce que l'on dit alors était bel et bien justifié. Tous ceux qui ont étudié avec soin les conditions d'alors, quels qu'ils fussent et quelque déformé qu'ait été leur jugement, ou leur attitude influencée se rendent compte et comprennent que, dans une large mesure, les conditions actuelles sont dues à une cause psychologique: au manque de confiance dans les banques, dans les individus et les institutions. Tous ces symptômes se sont malheureusement manifestés de plus en plus à mesure que le temps passait, et c'est ce manque de confiance de la part des habitants de notre pays qu'il faut corriger. Ceux qui dirigent la chose publique doivent, parce qu'ils en ont le devoir et la mission, chercher par tous les moyens à leur disposition à remonter le courage de leurs mandataires et à faire naître en eux et dans tout le pays un esprit de confiance qui les porte à croire que tout est et sera bien.

Nous admettons avoir agi ainsi; nous admettons nous être montrés optimistes envers et contre tous, en tout et partout. Nous n'approuvons pas les jérémiades que nous avons entendues cet après-midi et qui sonnaient à nos oreilles comme la lecture d'un chapitre du livre des Lamentations. Je n'ai rien à regretter ou à reprendre. Le Gouvernement ne regrette rien de ce qu'il a voulu faire, en tout et partout, pour inspirer aux habitants du Canada un sentiment de confiance en eux-mêmes et l'espoir dans l'avenir. Nous avons fondé notre optimisme non seulement sur l'importance à nos yeux de la grandeur de notre pays et des promesses de succès qu'il nous offre, mais encore sur notre conviction que le sort des Canadiens est meilleur que celui des habitants des autres pays du monde. Tout dernièrement encore, un grand journal quasi officiel des Etats-Unis, parlant des conditions existant dans ce pays, a dit que, s'il existe un pays dans le monde qui a raison d'être fier de sa situation, c'est le Canada. Il n'y a pas bien longtemps, un de mes amis m'a donné un aperçu des conditions qui existent à l'heure actuelle dans la république voisine. Etablissons une comparaison entre les conditions qui existent là-bas et celles qui existent ici. Je prie les membres de la Chambre qui ont voyagé en Europe de comparer ce qu'ils ont constaté là-bas avec la

[Le très hon. M. Bennett.]